

ÉCONOMIE

Matam : une soixantaine de pêcheurs formés aux techniques aquacoles et piscicoles



P. 2

CULTURE

De nouvelles approches préconisées pour redéfinir les musées



P. 4

OLYMPISME

Dakar JOJ 2026 : le CIO satisfait de l'état d'avancement des travaux des sites



P. 8

AGRICULTURE LE DÉFI DE LA MAÎTRISE DE L'EAU

Le porte-parole du Cadre de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), Sidy Bâ, estime que la maîtrise de l'eau est une condition sine qua none pour rendre plus dynamique l'agriculture sénégalaise avec des rendements

conséquents qui soient à la hauteur des attentes des paysans. Relevant qu'il a "abondamment plu" cette année, il soutient que cette eau, qui a causé beaucoup de cas d'inondation à travers le pays, pouvait être transformée en opportunité pour le développement de l'agriculture, en l'utilisant pendant la saison sèche pour des cultures de contre-saison, le maraîchage, la production de l'arachide.

LIRE PAGE 4



ÉCONOMIE

■ Par Amadou Thiam

Matam – Une soixantaine de pêcheurs de la région de Matam et des départements de Podor, Dagana et de Bakel ont été formés, durant cinq jours, à différentes techniques aquacoles et piscicoles.

“Cette formation a porté essentiellement sur les techniques aquacoles de manière générale et piscicoles en particulier. Elle a réuni une soixantaine de jeunes bénéficiaires qui proviennent des cinq départements des régions de Matam, Tambacounda et Saint-Louis”, a dit Jean-Marie Sambou, Ingénieur des Pêches à l’Agence nationale de l’aquaculture (ANA)

Il intervenait, vendredi au dernier jour d’un atelier de formation en techniques piscicoles au profit des bénéficiaires du Forum de développement de l’aquaculture organisé par la Convergence Soubalbé pour le développement de la Vallée, à l’initiative du projet “Un foyer, un bassin”, en partenariat avec l’ANA.

Entre autres modules, il a été dispensé aux bénéficiaires l’introduction à l’aquaculture pour leur montrer l’importance de ce secteur, mais aussi “sa position dans le contexte de souveraineté alimentaire”. “Nous leur avons aussi parlé des aménagements piscicoles et leur utilisation, des systèmes de production qui existent, à savoir celui intensif, semi-intensif et même extensif. Le stockage, la manipulation et le traitement des géniteurs aussi font partie des modules enseignés”

MATAM : UNE SOIXANTAINÉ DE PÊCHEURS FORMÉS AUX TECHNIQUES AQUACOLES ET PISCICOLES



“a détaillé Jean-Marie Sambou. Il était aussi question de grossissement de l’espèce, dont le poisson-chat, qui, selon lui est important dans la Vallée, car étant endogène et pouvant “beaucoup contribuer à la sécurité alimentaire”. Concernant l’aliment, M. Sambou a précisé que les techniques de formulation pour permettre d’avoir un aliment de qualité ont

été apprises aux pêcheurs, de même que celles ayant trait à la fabrication et à la production. “Nous leur avons montré comment on prévient les maladies qui peuvent toucher les poissons et comment on les traite. L’aspect économique aussi n’a pas été en reste avec la gestion et l’élaboration d’un plan d’affaires” a souligné Jean-Marie Sambou. ■

INONDATIONS

BAKEL : LE COLLECTIF DES PHARMACIENS DU NORD OFFRE DES KITS ALIMENTAIRES AUX SINISTRÉS

■ Par Abou Ndiaye

Bakel – Le collectif des pharmaciens du Nord a remis, dimanche, à Bakel(est), des kits alimentaires aux chefs de village de Yaféra et Ballou en guise de solidarité avec les habitants victimes des inondations consécutives à la crue du fleuve Sénégal. “On a voulu répondre à l’élan de solidarité en apportant notre contribution. Il s’agit des kits constitués de 40 sacs de riz de 25 kg, et de 40 bouteilles de 5 litres d’huile destinés aux villages de Yaféra et Ballou”, a déclaré El Hadji Moreu Antoumb Diatta, le porte-parole du collectif.



Le choix des deux villages s’est fait à partir d’une étude menée par la commission sociale de l’association dans les zones inondées afin d’aider les villages les plus impactés, a-t-il expliqué. “D’après les informations qu’on a reçues, on s’est dit que Yaféra était le village le plus impacté. Ainsi les populations de Yaféra nous ont suggérées de distribuer les kits dans

leur village ainsi qu’à Ballou”, a ajouté M. Diatta. Il a souligné que des pharmaciens ont été aussi impactés par les inondations notamment à Golmy ainsi que dans d’autres localités. Les représentants des chefs de village de Yaféra et Ballou se sont réjouis de cet appui. ■

SOCIÉTÉ NATIONALE AGENCE DE PRESSE SÉNÉGALAISE (APS)

ADRESSE :
Maison de la presse,
Rue 5 x Corniche ouest
Médina (Dakar)

DIRECTEUR GÉNÉRAL :
Thierno Ahmadou Sy

DIRECTEUR DE L'INFORMATION ET DES CONTENUS :
Amadou Samba Gaye

CHEF DE SERVICE :
Aboubacar Demba Cissokho

PHOTOGRAPHES :
Pape Demba Guèye
Dieylani Seydi
Aliou Sylla

MONTAGE / INFOGRAPHIE :
Essa Seck

SERVICE COMMERCIALE :
Yaye Fatou Ndiaye
Infoline : 77 280 96 96 - 77 280 95 95



AGRICULTURE

■ Par Assane Dème

Kaolack – Le porte-parole du Cadre de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), Sidy Bâ, estime que la maîtrise de l'eau est une condition sine qua none pour rendre plus dynamique l'agriculture sénégalaise avec des rendements conséquents qui soient à la hauteur des attentes des paysans. "Tant qu'on travaille trois mois sur douze, on ne peut pas émerger. Nous pensons que le secteur agricole ne peut prospérer que quand les paysans travaillent, au moins, dix mois sur douze. Ce qui ne peut être fait qu'avec la maîtrise de l'eau qui est très importante pour avoir une agriculture dynamique avec des rendements conséquents", a-t-il notamment dit.

Relevant qu'il a "abondamment plu" cette année, M. Bâ soutient que cette eau, qui a causé beaucoup de cas d'inondation à travers le pays, pouvait être transformée en opportunité pour le développement de l'agriculture, en l'utilisant pendant la saison sèche pour des cultures de contre-saison, le maraîchage, la production de l'arachide. "Si on n' a pas d'eau, on ne peut rien faire, mais avec la maîtrise de l'eau, on peut arriver à avoir une agriculture viable et durable", a fait valoir Sidy Bâ, également président du Cadre de concertation des producteurs agricoles (CCPA), dans un entretien exclusif avec l'APS.

Le président du Cadre régional de concertation et de coopération des ruraux (CRCR) de Kaolack s'est, toutefois, réjoui de l'abondance des pluies enregistrées cette année, malgré quelques dégâts notés dans plusieurs localités du pays. "Nous avons quand même une campagne agricole assez pluvieuse avec, comme particularité, des quantités de pluies très importantes qui sont tombées au mois de septembre, alors que, d'habitude, ce n'était pas le cas. Ces trois dernières années, on constate qu'il pleut plus au mois de septembre qu'en août", a-t-il relevé.

Selon lui, c'est avec les pluies de septembre qu'on note des "anomalies et dégâts" avec l'inondation des champs de mil, de maïs et quelque fois même des champs d'arachide. "La zone centre, y compris Kaolack, n'est plus seulement un bassin arachidier. Elle est devenue un bassin agricole parce que toutes les spéculations, le riz, le maïs, le niébé et bien d'autres variétés culturales y sont largement cultivées. Ce qui fait que les stratégies de survie des populations sont beaucoup plus importantes", a fait valoir M. Bâ.

Même s'il reconnaît que les rendements attendus dans la culture de l'arachide n'ont pas répondu à l'attente des producteurs, le président du CCPA se réjouit du fait que les attentes sur les autres spéculations sont au rendez-vous, au grand bonheur des acteurs du monde rural. L'agriculture biologique doit être davantage favorisée pour avoir une bonne santé de la population, selon Sidy Bâ, d'après qui, ce type d'agriculture où les produits chimiques de synthèse sont moins utilisés.

L'atteinte de la souveraineté alimentaire passe par la fertilisation des terres

Pour que le Sénégal puisse atteindre l'autosuffisance alimentaire, le porte-parole du CNCR indique qu'il faut d'abord avoir une bonne politique de maîtrise de l'eau et une meilleure organisation des paysans en coopératives agricoles. "Pour que nous puissions atteindre l'objectif d'autosuffisance alimentaire, il nous fait avoir

KAOLACK : LA MAITRISE DE L'EAU, UNE CONDITION SINE QUA NONE POUR AVOIR UNE AGRICULTURE DYNAMIQUE AVEC DE BONS RENDEMENTS (PRODUCTEUR)



une maîtrise de l'eau, organiser les paysans en coopératives agricoles tout en renforçant les organisations existantes comme la nôtre et travailler pour qu'il y ait assez d'aménagement dans les bas-fonds et dans d'autres espaces où la pratique de l'agricole est possible", a-t-il suggéré.

Il plaide également pour le rehaussement du niveau de fertilité des terres, dans la mesure que "nos terres sont extrêmement pauvres et tant qu'on ne pense pas à les fertiliser, on va atteindre l'autosuffisance alimentaire avec beaucoup de difficultés", a prévenu Sidy Bâ.

C'est conscient de cette situation que, dans le cadre du projet "Agir localement pour l'adaptation du territoire arachidier dans la région de Kaolack" (ALATAK), le cadre de concertation des producteurs agricoles travaille en étroite collaboration avec l'Institut national de pédologie (INP), l'Institut de recherches agricoles (ISRA), entre autres structures spécialisées pour juguler ce phénomène.

"On est en train de faire des prélèvements dans certaines zones où l'avancée des terres salées est assez importante pour des analyses afin de voir quelles sont les corrections qu'il faut apporter pour rehausser le niveau de fertilité des sols par l'introduction des bonnes pratiques agricoles", a souligné Sidy Bâ.

Les attentes du monde rural par rapport à la quinzième législature inclinées

Le porte-parole du CNCR espère qu'avec la quinzième législature qui va être installée à l'issue des élections législatives anticipées du 17 novembre prochain la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale et halieutique, en cours de révision, sera adoptée en vue de son application et que la conférence annuelle du Conseil supérieur d'orientation agro-sylvo-pastorale et halieutique devient une réalité.

"Cette loi, qui a été votée en 2004, a fait l'objet d'une évaluation exhaustive par le CNCR et ses démembrés à travers plusieurs ateliers de réflexion pour la contextualiser en 2024. Tout compte fait, nous pensons qu'il est bon qu'elle soit révisée dans un contexte où des jeunes quittent le pays pour un meilleur devenir ailleurs", a-t-il insisté.

A cela, poursuit-il, s'ajoute le phénomène de changement climatique avec son lot d'effets néfastes sur l'environnement notamment la biodiversité et l'agriculture. "En 2004, tous les députés avaient voté à l'unanimité cette loi. Aujourd'hui qu'il s'agit de l'agriculture avec grand A, pêche, agriculture, environnement et même souveraineté alimentaire, avec nos pêcheurs qui ont eu à souffrir avec des accords de pêche que nous avons connus, avec le pillage de nos ressources halieutiques par des chalutiers étrangers, le moment est venu de se pencher sur cette loi", a dit Bâ.

Il espère également que le document de politique foncière pour lequel les organisations de la société civile, l'Initiative prospective agricole et rural (IPAR) et d'autres instituts ont beaucoup réfléchi pourrait aider les nouvelles autorités sénégalaises de trouver des solutions aux questions foncières qui se posent avec acuité dans le pays. "Ce document, une fois à l'Assemblée nationale, doit être approuvé par les députés de la quinzième législature. C'est une de nos préoccupations, nos attentes par rapport aux futurs parlementaires surtout pour des lois qui puissent maintenir nos jeunes en milieu rural et le financement de la campagne agricole", a plaidé Sidy Bâ.

La hausse du budget du ministère de l'Agriculture, l'Élevage et la Souveraineté alimentaire, une nécessité

Le président du CCPA estime que la hausse du budget du ministère de l'Agriculture, l'Élevage et la Souveraineté alimentaire est devenue une nécessité pour pouvoir les secteurs de l'agriculture et de l'élevage et favoriser l'atteinte de la sécurité alimentaire au Sénégal. "Aujourd'hui que ces secteurs sont confiés à un seul ministère, avec un budget de sept mille milliards de francs CFA, nous demandons à ce qu'on lui alloue, au moins, les dix pour cent, soit sept-cents milliards de francs CFA", a soutenu M. Bâ.

L'agriculture et l'élevage étant les deux "mamelles nourricières" du pays, Sidy Bâ affirme que leur allouer "mille milliards de francs CFA" serait "juste" et souhaite que, désormais, les députés votent ce montant "pour ce ministère assez important dont le budget actuel ne dépasse pas trois-cents milliards de francs CFA pour booster l'agriculture et l'élevage et atteindre l'autosuffisance alimentaire", a-t-il encore plaidé. ■

CULTURE

A DAKAR, FAUSTIN LINYEKULA PRÉSENTE "MY BODY, MY ARCHIVE", UN VOYAGE DANS LES ARCHIVES DE SES ANCÊTRES

■ Par Fatou Kiné Sène

Dakar – Le chorégraphe et danseur de la République démocratique du congolais, Faustin Linyekula, a présenté, samedi à Dakar, une version spéciale de sa pièce "My body, my archive", un voyage dans les archives de ses ancêtres restituées à travers son corps.

Faustin Linyekula a interprété sa pièce à l'ouverture du symposium sur les nouvelles approches pour redéfinir les musées en marge de la 15e Biennale de l'art africain contemporain de Dakar (Dak'art).

Dans sa pièce "My body, my archive" traduit en français par "mon corps, mon archive", créée l'année dernière, l'artiste saisit la danse, "une autre manière, une chance d'accéder à une autre archive". Il estime qu'on est

tous porteur d'une archive, celle de nos ancêtres depuis l'enfance. "Même un enfant qui est né aujourd'hui est aussi ancien, car génétiquement les expériences du passé sont liées, sont inscrites dans nos gènes et cela arrive jusqu'à nous", explique Faustin Linyekula pour qui "danser, c'est comme une manière d'interroger le corps, d'interroger cette archive vivante que je porte, mon corps, mon archive".

Le Congolais alliant musique traditionnelle, danse et chant, dialogue avec ses aïeux, des femmes représentées par des statuettes en bois, debout en forme de cercle.

Il évoque le Congo et sa ville Kisangani et fouille les archives familiales. "Si on s'intéresse à notre histoire, vers quelle archive on peut se tourner, parce que nos



ancêtres n'avaient pas développé des systèmes d'écriture et donc si l'on veut se tourner vers des archives, ce sera les archives coloniales, du vainqueur. Dans quelle mesure en ce moment-là faire confiance en cela", s'interroge l'artiste.

Avec les ancêtres, fait-il savoir, notre passé et notre présent sont liés en un seul mot contrairement à la temporalité occidentale, qui est linéaire "passé présent futur". "Le passé et le futur sont liés à travers ceux qui sont vivants et cela crée une notion de responsabilité aussi parce qu'on reçoit en héritage et parce qu'on transmet", précise-t-il. ■

DE NOUVELLES APPROCHES PRÉCONISÉES POUR REDÉFINIR LES MUSÉES

■ Par Fatou Kiné Sène

Dakar – Diverses personnalités du monde de la culture, dont l'écrivain et Prix Nobel de littérature, Wole Soyinka, ont préconisé, samedi, de nouvelles approches pour redéfinir les musées et s'éloigner des modèles occidentaux dans le contexte de restitution des objets d'arts africains.

"Nous n'avons pas à regarder très loin, si nous voulons être original, dynamique", a dit le militant politique et écrivain nigérian pour qui, il faut trouver un nouveau moyen d'accès aux musées. Le romancier pose "la nécessité profonde de musées relationnels", en appelant à une politique de la "restitution", voire de la "réparation". Il s'exprimait lors d'un symposium de deux jours (9-10 novembre) à Dakar organisé en marge de la 15e Biennale de l'art africain contemporain de Dakar (7 novembre-7 décembre). Pour Soyinka, "il s'agit de présenter un musée dans lequel l'histoire est vraiment en plein cœur. Et c'est un défi pour ceux qui cherchent vraiment un thème dynamique pour un nouvel musée".

Dans son livre "Le fardeau de la mémoire, muse du pardon" (1998), le Prix Nobel pousse cette idée de nouveaux musées au-delà des oppositions binaires entre l'esthétique des colonisateurs et celle des colonisés, en appelant à un concept de "Restitution", sinon de "Réparation". "Qui possède le pouvoir de raviver l'effet esthétique du beau dans toutes les cultures, y compris celles qui ont été dévalorisées, rejetées ou détruites ? ", s'est-il interrogé.

Selon lui, une esthétique de la "restitution", au-delà de la simple reconnaissance des injustices historiques, est nécessaire et a le pouvoir de raviver l'effet de beauté dans toutes les cultures, permettant ainsi des modes d'engagement, de mémoire et de solidarité contre la domination culturelle répressive. L'artiste peintre sénégalais Viyé Diba invite quant à lui à réfléchir sur de nouveaux types de médiations entre les objets d'arts



et ses populations pour redéfinir le nouveau contenu des musées. "Il nous appartient d'organiser une économie parallèle avec le retour de ces objets", fait savoir M. Diba qui parle de "délocalisation plutôt que de "restitution" s'il s'agit de faire venir les œuvres d'art et de les mettre dans les mêmes musées comme en Occident.

La commissaire sénégalaise, Marie Hélène Pereira, qui travaille à la maison des cultures du monde à Berlin (Allemagne) estime que cette question de repenser les musées en Afrique est simplement une réflexion autour de nos espaces, de nos institutions qui sont des lieux de mémoire.

"Quant on dépasse l'aspect collection, création d'art, objet d'art, tangible, il est aussi important de réfléchir sur l'aspect immatériel, au patrimoine immatériel et voir comment les lieux de mémoire peuvent créer des espaces et des occasions pour apprendre de ce patrimoine immatériel", dit-elle.

Le symposium qui s'est achevé dimanche, a été organisé par l'Université virtuelle Cheikh Hamidou Kane du Sénégal en partenariat avec l'université New York d'Abu Dhabi et le musée Guggenheim d'Abu Dhabi construit sur l'eau et dont l'inauguration est prévue en 2025. ■

DAK'ART : PLAIDOYER POUR L'OUVERTURE DES ÉCOLES DE DESIGN EN AFRIQUE

■ Par Aïssata Bâ

Dakar – Le commissaire de la section design de la 15ème Biennale de l'art africain contemporain de Dak'Art 2024, Ousmane Mbaye, a plaidé, samedi, pour l'ouverture des écoles de design en Afrique, en vue de répondre aux besoins liés à ce métier. "On a des écoles d'avocats, de la médecine, mais nous manquons des écoles de design. Il faut pertinence qu'il y ait des écoles de design pour répondre aux besoins. Les artisans, on en a, mais les gens qui réfléchissent sur le produit, on n'en a pas (...)", a-t-il dit. M. Mbaye s'entretenait avec l'APS, à l'issue d'une table ronde organisée sur le thème "design in the wake", dans le cadre de Dak'Art 2024. Les Etats-Unis et le Cap-Vert, sont les pays invités d'honneur de cette rencontre qui se tiendra jusqu'au 7 décembre prochain.

"(...) aucun pays ne peut se développer sans le design. Aucune économie ne peut se développer sans mettre le design en avant. Donc il faut des écoles", a-t-il notamment renchéri. Selon lui, l'éclosion du design en Afrique ne peut se faire que grâce à un travail acharné des designers eux-mêmes. "Toutes les grandes entreprises qui se sont développées ont commencé comme nous, maintenant, il n'y a qu'un travail acharné qui va se faire. Nos Etats et les industries vont comprendre qu'il y a un marché à prendre. Et ils mettront l'argent qu'il faut", a-t-il soutenu.

Pour le designer mobilier Ivoirien, Jean Servais Somian, l'Afrique ne produit pas sur l'échelle industrielle, par manque de capacité. A l'en croire, il est important pour les designers africains d'avoir des éditeurs capables de les aider à produire leur œuvre comme en Europe ou partout ailleurs. "Nous n'avons pas d'éditeurs. D'où cette contrainte que nous avons. Nous avons pris cette contrainte pour en faire une qualité, c'est-à-dire que nous-mêmes nous sommes obligés de nous auto-éditer sinon comment on existe", a-t-il déploré. ■

CULTURE

EXPOSITION : L'ARTISTE ANTA GERMAINE GAYE REND HOMMAGE À L'ÉLÉGANCE DES FEMMES SAINT-LOUISIENNES

■ Par Fatou Kiné Sène

Dakar – L'exposition-hommage, organisée pour l'artiste Anta Germaine Gaye à l'ancien palais de justice du Cap Manuel, à Dakar, dans le cadre du Dak'art 2024, magnifie l'élégance des femmes de Saint-Louis, sa ville de naissance dont elle a reconstitué certains espaces familiaux ornés de ses tableaux sous-verre communément appelés "suweer".

Le lieu de l'exposition, recomposé comme une véritable maison à l'ancienne de "Ndar" (Saint-Louis), avec à l'arrière une grande cour de repos sous l'arbre, met en exergue à travers différentes pièces, ses toiles de couleurs vives ou de portraits de femmes élégantes à son image.

L'artiste plasticienne dont "l'originalité des œuvres tient parfois de l'audace", selon le commissaire Alioune Badiane, explore dans ses réalisations artistiques une diversité de techniques de peintures sous-verre, mais aussi de cadrage de ses toiles allant du bois au fer. Son travail "acharné" est référencé à son héritage culturel, car "ni le contenu et l'encadrement des toiles ne s'éloignent des enseignements des anciens", estime M. Badiane. Dans cette exposition, l'artiste reconstitue à l'identique les intérieurs du début du siècle, ces chambres des femmes où l'on retrouve tous les anciens instruments, parmi lesquels la machine à pédale pour coudre, celle à moudre le café, l'ancienne vintage radio en bois, le fer à repasser, entre autres.



En outre, on y retrouve également le casque colonial sur le porte-manteau, le "wakhandé" (malle en fer servant d'armoire), les porcelaines, le gramophone pour distiller de la bonne musique, l'encensoir, le tapis de sol carreaux, les portraits de la famille et des marabouts accrochés sur le mur. "Le verre, c'est quelque chose de précieux, on ne s'en défait pas", laisse-t-elle entendre.

Parmi les artistes visuels du Sénégal, Aissatou Anta Germaine Gaye, professeure d'éducation artistique à la retraite, fait partie de ceux qui vivent au quotidien le principe de l'enracinement et de l'ouverture prôné par le défunt président-poète, Léopold Sedar Senghor, a indiqué M. Badiane. Il estime que l'élégance est toujours au rendez-vous dans ses œuvres. "Idole, référence" pour beaucoup d'artistes. L'hommage à Anta Germaine Gaye, marraine de la 15e Biennale de l'art africain contemporain de Dakar, est venu à son heure, estiment certains visiteurs rencontrés. ■

EXPOSITION / THIÈS : UNE TRENTAINE D'ARTISTES PLASTICIENS EXPOSENT LEURS ŒUVRES AUX MANUFACTURES D'ARTS DÉCORATIFS

■ Par Baboucar Thiam

Thiès – Une trentaine d'artistes plasticiens exposent leurs œuvres aux Manufactures sénégalaises des arts décoratifs (MSAD) de Thiès, dans le cadre du "off" de la 15-ème Biennale de l'art africain contemporain, a constaté l'APS.

"Aujourd'hui, nous sommes en train d'organiser un vernissage, dans le cadre d'une exposition des artistes de la région de Thiès, qui ont été sélectionnés à la suite d'un appel à candidatures", a renseigné le directeur général des MSAD, Aloyse Ndam Diouf.

L'exposition "off" de la Biennale 2024, qui se tient du 7 novembre au 7 décembre aux MSAD de Thiès, rend également hommage à l'artiste Mamadou Wade et à Line Baconnier Samb, ancienne directrice de l'établissement. "L'histoire a donné raison au président Léopold Sedar Senghor qui avait lancé en 1966 les Manufactures, dont les tapisseries incarnent aujourd'hui encore l'image du Sénégal à l'étranger", a relevé le directeur général des MSAD. "A la limite, poursuit-il, les artistes sont des ambassadeurs qui parlent de notre patrimoine à travers la peinture réalisée par les artistes sénégalais",



a-t-il souligné. Il a relevé que la Biennale de l'art africain contemporain est "une vitrine pour célébrer et montrer le génie créateur des artistes thiessois.

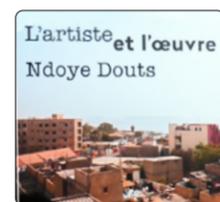
Pour le président de l'Association dynamique des artistes plasticiens de Thiès, Chérif Aïdara, "c'est une très bonne nouvelle pour l'art plastique, particulièrement à Thiès où les Manufactures n'ont pas monté d'exposition sur l'art plastique depuis longtemps".

Chérif Aïdara a saisi cette occasion pour inviter les autorités à achever les travaux du village des arts, et le livrer aux artistes. ■

HOMMAGE GALERIE NATIONALE : UNE EXPOSITION MET EN EXERGUE "L'ÉCLAT DE VIE" DE FEU MOHAMADOU NDOYE DOUT'S

■ Par Moussa Konté

Dakar – Une exposition solo intitulée "Hommage à Mohamadou Ndoye Douts" s'est ouverte, samedi, à la galerie nationale d'arts, dans le cadre de la 15e Biennale de l'art africain contemporain de Dakar (Dak'art 2024) pour magnifier l'œuvre d'une "figure emblématique de la scène artistique sénégalaise, voire africaine".



Mohamadou Ndoye Douts, décédé le 9 juin 2023, est un artiste plasticien sénégalais contemporain de la troisième génération de l'Ecole nationale des arts (Ena) de Dakar.

Sorti major de sa promotion à l'Ena en 1999, Douts Ndoye de son nom d'artiste, originaire du village lébou de Diender, dans les Niayes, et parrain à titre posthume de la présente biennale, s'est fait connaître grâce à ses toiles inspirées de l'architecture des quartiers populaires de la Gueule Tapée, de la Médina (Train train Médina) où il a longtemps vécu.

Douts, était "quelqu'un qui avait un extraordinaire sens de l'humour, une très grande gentillesse, un sourire toujours à la bouche, et c'est ce que nous avons essayé de refléter dans cette exposition", a fait savoir le commissaire de l'exposition, Sylvain Sankhalé

"Donc, ce n'est pas une exposition triste. C'est un éclat de vie. Et toutes les couleurs qui sont là prouvent à l'évidence qu'il est toujours avec nous", a-t-il ajouté.

La scénographie de la pièce de l'exposition est une réalisation de l'architecte sénégalaise vivant aux États-Unis, Rokhaya Sèye. Dans un style intimiste, elle a redessiné l'espace avec des pièces limitées de la collection personnelle de Mohamadou Ndoye, conservées jusqu'ici à son domicile de Diender, sans suite chronologique, encore moins de matériel didactique, avec des cartels vides.

"Un clin d'œil que nous avons fait à Douts de cette manière là", a expliqué Sylvain Sankhalé, poursuivant que "nous avons eu un formidable accueil de sa famille d'abord, parce que toutes les pièces qui sont là sont des pièces qui étaient dans son atelier. Et donc, je n'ai pas eu recours aux pièces dans des collections privées".

Cette exposition est un "grand moment d'émotion, (...), et nous sommes très fiers de lui, fiers de rendre hommage à une figure emblématique de la scène artistique sénégalaise, la scène artistique africaine, la scène artistique mondiale", a dit à son tour la secrétaire générale de la biennale, Marieme Ba.

Selon elle, le fait de rendre ainsi hommage à Douts, "l'absent le plus présent de la biennale, c'est de garder de bons souvenirs, une très belle idée de sa démarche, de sa conception, de son engagement de la vie et son engagement autour de sa communauté". ■

RÉCITS

TRAITE SEXUELLE :
LES RÉCITS POIGNANTS DE SURVIVANTES

■ Par Ibrahima Diébakhaté

Kédougou – Au cours de l'enquête sur l'exploitation sexuelle de femmes dans les zones aurifères de Kédougou, une majorité d'entre elles interrogées par l'APS a raconté avoir subi des abus physiques et sexuels répétés. Des filles ont affirmé avoir été frappées avec des objets contondants et des fils électriques et menacées de châtiments et parfois de mort. Les coups étaient administrés non seulement par les patrons mais par d'autres personnes comme les clients si elles refusaient de coucher avec eux. Au cours des entretiens conduits dans les villages différents de Kédougou, plusieurs filles ont raconté qu'elles avaient supporté des violences répétées et s'étaient ensuite échappées après un incident au cours duquel les abus s'étaient révélés insupportables.

NB : tous les noms sont des noms d'emprunts



En chemin, il arrive que certaines filles soient kidnappées et enfermées, et là encore obligées à satisfaire sexuellement leurs kidnappeurs nous a expliqués plusieurs d'entre elles. Les enfermements faisant suite à un kidnapping durent parfois des semaines, voire des mois, et ne prennent fin que lorsque la jeune fille parvient à s'échapper ou lorsque la « Madame » qui attend la jeune fille au Mali ou au Sénégal paie une « rançon ». Les jeunes filles qui osent se révolter contre le traitement ou les viols dont elles font l'objet sont impitoyablement jetées hors du pickup et abandonnées à leur sort.

Les survivantes ont témoigné avoir reçu de fausses promesses d'emplois bien rémunérés en dehors du Nigéria. Mais, en réalité, elles ont été conduites au Sénégal, où elles ont déclaré avoir été forcées à se prostituer pour rembourser leurs dettes de voyage et leurs frais de subsistance. Les survivantes interrogées ont déclaré avoir subi des manipulations émotionnelles, psychologiques et sociales destinées à les maintenir dans cette situation. Une fois installée à Kédougou ou à Djindian au Mali les proxénètes confisquent les documents d'identité des victimes et leur imposent des frais de déplacement exorbitants, allant de 1,5 million de FCFA à 2 millions de FCFA.

Sunday, âgée de 25 ans

« Je suis Niama Niama, mais son vrai nom est Sunday. J'ai 25 ans. Je me suis enfuie pour aller vivre à Kédougou dans la grande ville. J'étais avec ma

sœur, qui m'a convaincue qu'on pouvait trouver du travail au Sénégal. Une fois à Kédougou, nous avons compris que nous allions travailler dans le commerce du sexe et c'est par la suite elle a ouvert un magasin de cosmétique dans la ville de Kédougou. J'ai refusé car, en venant ici, on ne m'avait pas dit cela. Je lui ai dit qu'elle sait que le travail du sexe n'est pas bon. Depuis mon arrivée, j'ai commencé à collecter de l'argent discrètement pour pouvoir m'enfuir. Je suis venu m'installer en pleine ville. J'ai ouvert mon magasin. C'est un meilleur travail pour moi.

La plupart des victimes ont beaucoup de mal à vivre avec la situation de la traite, qui les expose à différentes formes de violence. Dans cette mesure, trouver une issue est l'une des grandes attentes qu'elles expriment. Concrètement, les personnes interrogées considèrent que les victimes seraient prêtes à participer à toute activité qui pourrait constituer une issue à la situation de traite mais aussi un moyen d'accéder à des activités génératrices de revenus en fonction de leurs compétences actuelles, coiffure, restauration, technicien de surface ou la possibilité d'un rapatriement dans leur pays d'origine. Cependant, aucune d'entre elles ne veut rentrer chez elle sans la sécurité d'un emploi rémunéré qui l'empêcherait de retomber dans la vulnérabilité économique qui l'a conduite au commerce sexuel forcé. La plupart de ces filles (victimes), n'aiment pas ce travail, mais si elles le quittent, elles n'auront pas d'autre travail à faire pour manger. Si elles ne tra-

vailent pas, leurs familles restées à la maison ne mangeront pas. Il y en a qui ont quitté l'école pour venir ici. Il y en a qui ont eu des enfants et qui les ont laissés au Nigéria. J'ai eu mon diplôme, je n'avais pas de travail et je me suis prostituée pendant un certain temps. »

Aby 22 ans, basée à Kolia à la frontière de Moussala Mahinamine, raconte son calvaire

« J'ai pris ma propre décision, sachant que je ne suis plus une adolescente et qu'il était temps de mettre fin à cette situation avec l'aide de mon ami. Ma stratégie a été de menacer ma patronne que j'allais porter plainte contre elle auprès de la police si jamais n'elle tentait de revenir vers moi. Les gendarmes sont venus dans le village de Sambranbouyou pour chasser les prostituées et les proxénètes. Ils n'ont pas pu attraper les dames (patronnes), ils nous ont attrapé (victimes), et pendant la nuit, ils ont attrapé les dames. Cela étant, ils sont venus nous demander si ce sont ces femmes qui nous ont amenés ici, et nous avons répondu : non, ce ne sont pas elles. Et la gendarmerie nous a encore demandé si c'était la dame qui nous faisait travailler, nous avons répondu : oui. Au début, nous avons peur de la dénoncer. Nous avons dit au gendarme que c'était la dame qui nous avait amenés et que nous devons travailler pour lui rembourser 1 500 000 francs CFA. La gendarmerie a mis fin à cette situation en l'emprisonnant. C'est comme ça que j'ai retrouvé ma liberté. Nous étions toutes les trois enfermées ensemble dans

la même maison à Mbacké (Diourbel), et nous n'avions pas le droit de sortir. Une fois arrivées à Dyabougou (Kédougou), la dame nous a obligés à faire du travail sexuel, et j'ai dit que je ne pouvais pas effectuer ce travail, mais la dame m'a répondu que si je ne me prostituais pas, elle ne me laisserait pas retourner au Nigéria. Comment puis-je obtenir de l'argent pour rentrer si je n'effectue pas ce travail, mais je ne voulais vraiment pas effectuer ce travail. À cette époque, je pleurais beaucoup quand on me forçait à avoir des rapports sexuels avec des hommes tous les soirs. Nous étions battues si nous refusions et nous n'avions pas le droit de quitter la maison, c'était très difficile pour nous d'accepter de vivre comme ça toute notre vie.»

Princess, 18 ans, prostituée nigériane à Kédougou

« Dès que tu arrives ici, tu ne peux pas revenir en arrière, parce qu'on t'emmène chez un marabout (une personne à qui l'on prête des capacités magiques particulières avec la possibilité de jeter des sorts) et tu donnes ta parole qu'en cas de trahison une fois arrivé à destination, tu perdras la vie ou tu deviendras folle. Tu es donc obligé de faire ce qu'on te demande, parce que tu as déjà donné ta parole à ce marabout.»

Joy, 26 ans, installé à Sambranbougou

« J'avais un magasin au Nigéria où je vendais des produits cosmétiques jusqu'au jour où une femme est venue me demander si je voulais voyager dans un pays occidental pour m'occuper de leurs enfants et arroser les fleurs. Je lui ai répondu que j'étais intéressée. Je me suis ensuite retrouvée au Mali avec d'autres filles, notre arrivée, quand j'ai vu les motos j'ai dit à ma patronne que je voulais rentrer au Nigéria parce que je suis veuve, et que j'ai laissé un bébé là-bas avec ma vieille mère. Pour m'intimider, elle a fait appel à la police, et je leur ai dit que je ne faisais pas ce genre de travail au Nigéria. Pendant près de trois jours, les policiers sont venus me surveiller et m'ont menacée d'emprisonnement. Comme je ne connaissais pas le chemin du retour, j'ai finalement accepté ce travail.»

Liliane, âgée de 23 ans, travailleuse du sexe à Khossanto

« Quand notre père est décédé, ma mère s'est retrouvée toute seule avec nous, sans travail, et nous n'avions pas de quoi manger. Au Nigéria, ce n'est pas facile de trouver un emploi. Alors, j'ai arrêté mes études parce que je suis l'aînée, puis j'ai dit à un de mes amis que je voulais travailler pour voir s'il pouvait m'aider à trouver un emploi pour aider ma famille. Il m'a dit qu'ici au Sénégal, il y a des entreprises qui travaillent dans l'extraction de l'or, et que si je venais, je leur préparerais à manger, et ils me paieraient. J'ai donc accepté et j'ai quitté le pays, très heureuse. Ensuite, je suis allé avec lui à Cotonou. Là, il m'a dit qu'il devait retourner au Nigéria mais que je pouvais continuer avec un autre gars qu'il m'avait présenté à Cotonou et qu'il m'aiderait quand j'arriverais au Sénégal. J'ai dit ok, puis j'ai continué avec le gars.



Il m'a emmené au Burkina, puis nous sommes arrivés à Dakar. Puis il m'a laissé avec une femme, et c'est cette femme qui m'a amené ici à Kolia et m'a dit que je lui devais de l'argent, et que je devais faire du travail sexuel pour la payer, et qu'ensuite je serais libre de faire ce que je voulais.»

Keysha, 18 ans, vit à Kédougou

« Je suis originaire de Cotonou. Quand mon père a épousé sa deuxième femme, il a abandonné ma famille. Il ne nous donnait rien à manger, et c'est alors que j'ai décidé de quitter le Nigéria pour venir au Sénégal et trouver un travail pour soutenir ma famille. C'est alors que j'en ai parlé à un ami qui vivait à côté de chez nous, qui m'a proposé de m'aider à venir ici et à trouver un emploi. Il m'a mis dans la voiture qui allait à Lagos et a appelé le trafiquant d'êtres humains à Cotonou, et lui a donné mon numéro. Ce dernier est venu me chercher à Lagos, en pleine brousse, pour m'emmener à Cotonou. Il m'a mise dans une voiture et m'a emmenée au Mali. J'étais avec une autre fille dans le véhicule. Quand nous sommes arrivés au Burkina Faso, ils nous ont logés dans un hôtel, mais ils ont eu des problèmes avec la police. Ils ont négocié jusqu'à ce qu'ils nous laissent partir, et nous sommes arrivés au Mali. Quand on est arrivés au Mali, on a été remis à un autre type. Nous sommes restés avec lui pendant trois jours, puis on nous a mis dans une voiture pour nous convoier au Sénégal. Là, nous avons trouvé une dame dans un village que je ne connais pas, et elle nous a emmenés directement à Dyabougou. Là-bas, nous avons mangé et nous nous sommes lavés, puis elle nous a forcés à nous prostituer.»

Vicky, 15 ans, Ts à Sayeinssoutou

« J'ai été pris au piège dans la capitale de Benin avant d'être envoyé dans les sites d'orpaillage de la région de Kédougou et Mali. Quelqu'un m'a dit qu'il y a du travail ici et je lui ai dit de m'aider à venir. Nous sommes allés à Cotonou, et j'y suis restée trois jours. Puis il m'a laissé avec quelqu'un d'autre qui a appelé une femme qui m'a emmené au Burkina, puis au Mali, et enfin au Sénégal. Je ne connais pas cette femme qui, à son tour, m'a laissée avec une autre femme à Mourang et c'est là qu'on m'a dit que je devais faire du travail sexuel.»

Destiny, étudiante de 25 ans

« Quand j'ai terminé ma troisième année d'université, je voulais travailler, mais j'ai eu du mal à trouver un emploi au Nigéria. C'est par la suite qu'on m'a dit de venir ici et de travailler dans un bar en vendant des boissons alcoolisées. C'est pourquoi j'ai décidé de venir à Kédougou, mais malheureusement, quand je suis arrivée ici, j'ai été forcée de faire du travail sexuel. Lorsque j'ai quitté le Nigéria après mon diplôme pour venir ici, on m'a dit que je devais payer un million pour ma liberté et que je devais faire du commerce sexuel pour payer mon transport, ma nourriture et mes soins. J'ai donc commencé à faire du commerce du sexe. Même si je ne le voulais pas, que je n'avais rien et que je ne connaissais personne qui pouvait m'aider. Ils m'ont dit de faire du commerce sexuel de force, et que si je ne le faisais pas, je ne mangerais pas, ne dormirais pas et que personne ne pourrait me loger. C'est pourquoi j'ai commencé à faire ce travail.» ■

SPORT

KALIDOU KOULIBALY EN PARTENARIAT AVEC TOTALENERGIES POUR DES ŒUVRES SOCIALES

■ Par Seynabou Kâ

Dakar – L'International sénégalais Kalidou Koulibaly s'est engagé, dimanche à Dakar, à poursuivre ses œuvres sociales au profit des populations à travers son partenariat avec la compagnie TotalEnergies dont il est un ambassadeur.

"Je suis content d'être là et d'avoir encore la confiance de TotalEnergies. C'est quelque chose d'important pour moi. Ce partenariat m'a permis de me rapprocher du Sénégal. Quand j'ai décidé de venir jouer pour mon pays, je l'ai fait pour le Sénégal et pour aider le peuple sénégalais dans beaucoup de projets tout au long de l'année et cela va continuer", a-t-il dit lors de la cérémonie de renouvellement de son partenariat avec TotalEnergies pour les deux prochaines années.

"(...). C'est un projet social qui me tient à cœur. Cette collaboration fait dans le social, mais dans le football aussi. Ensemble nous avons gagné la Coupe d'Afrique des nations. J'espère que nous allons réussir à ramener un deuxième trophée", a soutenu Koulibaly, capitaine de l'équipe nationale de football du Sénégal.

Le directeur général de TotalEnergies Marketing Sénégal, Badara Mbacké, a, de son côté, soutenu que l'ambition, à travers ce partenariat, est de dérouler des activités permettant de matérialiser les œuvres sociales de la fondation TotalEnergies et celles de Kalidou Koulibaly. Grâce



à ce partenariat, TotalEnergies a soutenu la construction du centre de santé à Ngano, dans le département de Kanel (Matam, nord) le village d'origine du footballeur, a-t-il souligné.

"Cette démarche a tout son sens car Koulibaly représente des valeurs de leadership, de résilience et d'engagement et nous nous retrouvons à travers cela. Nous avons voulu perpétuer cet exercice en signant à nouveau ce contrat. Nous voulons nous armer à l'image Kalidou pour montrer que notre structure est sénégalaise", a-t-il déclaré. ■

FOOTBALL / QUATRIÈME JOURNÉE DE LIGUE 1 : AJEL DE RUFISQUE FREINE LE JARAAF, TEUNGUETH FC RESTE LEADER

Dakar – Le Jaraaf de Dakar occupe la deuxième place de la Ligue 1 sénégalaise malgré son match nul, 1-1, devant le promu AJEL de Rufisque, lors de la quatrième journée, au terme de laquelle Teungueth FC est resté leader, grâce à sa victoire sur la Linguère de Saint-Louis, 2-1.

Almamy Fall a ouvert le score à la 40e mn pour le Jaraaf. AJEL a réussi la prouesse d'égaliser dans la dernière minute du temps réglementaire. Le club dakarois a perdu des points au profit de Teungueth FC (10 points), le leader et champion en titre qui, sur sa pelouse, a dominé le club saint-louisien. Le Jaraaf, son dauphin de la précédente saison, est deuxième avec huit points.

Dans les autres matchs de la quatrième journée, l'AS Pikine a signé sa première victoire de la saison en battant Oslo FA, 1-0. Adama Diaw a marqué le but de cette rencontre. L'AS Pikine occupe la 10e place avec 5 points (-2).

L'US Gorée a fait la plus belle opération de cette journée en dominant la Sonacos, qui tient la 15e place, grâce à un but de Mamadou Sow marqué pendant le temps additionnel de la seconde période. Cette victoire a permis aux insulaires de se hisser à la troisième place avec 7 points (+2). Tenue en échec sur sa pelouse par l'US Ouakam, 1-1, l'ASC HLM est quatrième avec sept points (+1).

Wally Daan de Thiès occupe la cinquième place avec le même nombre de points, grâce à son succès contre le 14e, Jamono de Fatick, 1-0. Le Casa Sports n'est plus lanterne rouge. Le club ziguinchorois, avec 2 points (-2), est 13e. Il a fait un match nul contre Dakar Sacré-Cœur, qui est septième avec 5 points, 0-0.

Voici les résultats de la 4e journée :

Samedi		
GENERATION FOOT	1-1	GUEDIWAY FC
JARAAF	1-1	AJEL
SONACOS	0-1	US GOREE
HLM 1	1-1	US OUKAM
AS PIKINE	1-0	OSLO FA

Dimanche		
TEUNGUETH FC	2-1	LINGUERE
JAMONO DE FATICK	0-1	WALLY DAAN
DSC	0-0	CASA SPORT

OLYMPISME DAKAR JOJ 2026 : LE CIO SATISFAIT DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES SITES



Dakar – La vice-présidente du Comité international olympique (CIO), Nawal El Moutawakel, s'est réjouie de "l'avancement à grand pas" des travaux des infrastructures devant abriter les compétitions sportives des Jeux olympiques de la jeunesse Dakar 2026 (JOJ 2026).

"Nous avons eu l'opportunité de visiter les chantiers du stade Iba Mar Diop et du Tour de l'œuf à la Piscine olympique, devant abriter les compétitions. Nous sommes heureux de voir que les travaux avancent et avancent très bien. Nous nous réjouissons de les inaugurer d'ici fin 2025", a soutenu Mme El Moutawakel.

L'ancienne athlète championne olympique du 400 mètres haies aux Jeux olympiques de 1984 à Los Angeles s'exprimait, vendredi à Dakar, lors d'une conférence de presse. Elle dirigeait une délégation du Comité international olympique (CIO) qui a séjourné au Sénégal pendant trois jours. "Je suis très fière de voir ce pays qui m'a ouvert la voie en tant qu'athlète offrir, à nouveau, l'opportunité à des jeunes de 14 à 18 ans. C'est exceptionnel pour moi. Ce projet est porté par une équipe soudée qui travaille d'arrache-pied. Nous sommes rassurés de voir qu'il avance à grand pas pour présenter à la planète un plateau d'athlètes porteurs d'espoir d'ici quelques années", a-t-elle ajouté. Mme El Moutawakel s'est également dit satisfaite de constater que les infrastructures du village des athlètes, à Diamniadio, sont prêtes à l'emploi. Elle citait le stade Abdoulaye Wade, le Dakar Arena, le centre Dakar Expo et le complexe équestre en cours de construction, sur initiative de la gendarmerie nationale.

"Pour les compétitions de plage, toutes les installations seront mises en place sur la page de Saly à Mbour (Thiès) durant tout l'évènement. La prochaine étape est la réunion de la commission exécutive du CIO prévue le mois prochain à Lausanne qui devrait finaliser tout le programme sportif, les évènements à Dakar, les disciplines et les quotas des athlètes qui vont participer", a-t-elle dit. L'ancienne ministre de la Jeunesse et des Sports du Maroc a insisté sur la "haute importance" des JOJ pour le CIO. "Nous donnons cette plateforme à cette jeunesse avide de monter à la planète qu'elle est aussi capable et qu'elle a des rêves. Nous y croyons et nous avons mis tous les moyens possibles et imaginables pour avancer ensemble", a-t-elle fait part.

"Nous avons des engagements très forts que nous avons listés autour de 40 points avec les autorités publiques et que nous avons révisés avec le CIO. La délégation a visité l'état d'avancement des travaux et s'est fait une opinion. Nous avons quand même 24 mois d'ici les JOJ. Nous avons des retards très légers, mais nous sommes prêts à recevoir le reste du monde", a rassuré le président du Comité d'organisation des JOJ Dakar 2026, Mamadou Diagna Ndiaye. ■

Seynabou kâ